

Communiqué de presse de Afrique-Europe-Interact

www.afrique-europe-interact.net

31 janvier 2020 : Elections présidentielles au Togo le 22 février 2020 +++ Afrique-Europe-Interact appelle le public et le gouvernement allemand à accompagner de manière critique l'ensemble du processus électoral dans ce pays d'Afrique de l'Ouest +++ La situation des droits de l'homme au Togo reste extrêmement tendue +++ Malgré des protestations massives, le président Fauré Gnassingbé a réussi à obtenir un quatrième et un cinquième mandat en modifiant la constitution +++

Dès 1963 - trois ans après l'indépendance du Togo - le premier président démocratiquement élu, Sylvanus Olympio, a été assassiné lors d'un coup d'État militaire. Depuis lors, ce pays d'Afrique de l'Ouest est sous l'emprise d'une seule famille : l'ancien officier colonial Gnassingbé Eyadéma a d'abord mis en place une dictature sans scrupules - également avec le soutien actif de son ami personnel Franz-Josef Strauß, le Premier ministre bavarois de longue date de la CSU. Après la mort d'Eyadéma en 2005, son fils Fauré Gnassingbé a pris en charge les affaires de l'État. Ce n'est que sous la pression internationale qu'il s'est déclaré prêt à organiser des élections, qui ont cependant fait l'objet de fraudes massives. Lors des manifestations qui ont suivi, plus de 800 personnes ont été tuées par les forces de sécurité de l'État. Néanmoins, Fauré Gnassingbé est désormais considéré sur la scène internationale comme le président légitime du Togo.

Il semblait donc normal que l'Allemagne a repris sa coopération avec le Togo en 2012, après une interruption de près de 20 ans. La raison invoquée était que sous Fauré Gnassingbé, le pays avait entamé un "processus de démocratisation, de réconciliation et de réforme". Mais cette évaluation est très discutable. Car même si Fauré Gnassingbé gouverne moins brutalement que son père, les membres de l'opposition doivent s'attendre à une forte répression. Dans son dernier rapport sur le Togo (déjà publié en 2017), Amnesty International écrit : "Les forces de sécurité ont continué à faire usage d'une violence excessive contre les manifestants en 2016. Les arrestations et les détentions arbitraires, la torture et les autres mauvais traitements ont continué, et l'impunité pour les violations des droits de l'homme a persisté". Un constat très similaire à celui de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) : Un rapport sur la torture et les violences policières au Togo publié en novembre 2019, fait état des plus graves violations des droits de l'homme - par exemple, le 21 juillet 2019 à Lomé dans le district de Hédzranawoé, lorsque plusieurs dizaines de personnes ont été battues et arrêtées par les forces de sécurité sans raison.

Dans ce contexte, des manifestations de masse ont eu lieu à plusieurs reprises entre août 2017 et janvier 2019. Les gens ont non seulement manifesté contre la situation sociale et économique désastreuse du pays, mais ils ont encore exigé la démission de Fauré Gnassingbé et un retour à la constitution de 1992. Car cette constitution (déjà abrogée en 2002) ne prévoit que deux mandats pour les présidents, ce qui aurait signifié pour Fauré Gnassingbé qu'il n'aurait pas été autorisé à se présenter aux prochaines élections présidentielles. Le gouvernement a réagi aux protestations par une répression très brutale : plus de 20 manifestant.e.s ont été tués, dont des enfants et des jeunes. Des milliers de personnes ont été blessées, des centaines ont été emprisonnées (dont certaines encore à ce jour). En outre, les forces de sécurité ont détruit des maisons privées et des bureaux de l'opposition, et entre-temps, de nombreuses personnes ont fui vers les pays voisins du Bénin et du Ghana.

Malgré cela, le gouvernement et l'opposition ont accepté une initiative de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au début de 2018. Cette initiative prévoit des changements fondamentaux dans l'organisation des futures élections (notamment la composition de la commission électorale et de la cour constitutionnelle qui supervisera les élections). Cependant, le gouvernement togolais n'a pas mis en œuvre ces exigences. Et même la loi qui devait réglementer le nombre de mandats a été désamorcée à son point le plus important. En mai 2019, le parlement (dans lequel il n'y a que six membres de l'opposition) a décidé de limiter le nombre de mandats à deux, mais avec l'ajout que les mandats précédents de Fauré Gnassingbé ne sont pas comptés. Le Parlement a également décidé que les anciens présidents ne devraient pas être inculpés ou condamnés pour des infractions commises pendant leur présidence.

Il est donc d'autant plus inquiétant que les forces de sécurité togolaises continuent de brutaliser l'opposition, comme le montrent trois exemples récents :

+++ Le 25.08.2019, une réunion régulière du parti de l'ANC a été dissoute à Lomé pour des raisons peu convaincantes par les forces de sécurité. L'ANC est le parti de Jean-Pierre Fabre, qui est considéré comme l'un des candidats d'opposition les plus prometteurs pour les prochaines élections présidentielles.

+++ Le 14.11.2019, l'ancien archevêque de Lomé, Philippe Kpodzro, a rapporté qu'il avait reçu des menaces de mort après avoir rencontré les dirigeants de l'alliance d'opposition "C 14" le 12.11.2019. De même, Tikpi Atchadam, président du Parti National Panafricain (PNP), l'un des principaux partis d'opposition, doit séjourner dans les pays voisins craignant pour sa vie.

+++ Les 25.01. et 26.01.2020, deux éminents cadres du parti de la PNP ont été kidnappés lors de raids nocturnes sans donner de raisons – dont le secrétaire général Acoubou A. Moutawakilou.

Au vu de ces incidents et d'autres similaires, il semble absolument nécessaire que l'ensemble du processus électoral soit étroitement surveillé par l'opinion publique internationale et que toute irrégularité soit dénoncée et, si nécessaire, sanctionnée. Les menaces d'irrégularités comprennent non seulement l'intimidation et la discrimination à l'approche des élections présidentielles, mais aussi la manipulation électorale le jour même des élections. Et ce d'autant plus que le gouvernement refuse d'appliquer des normes évidentes en matière d'élections démocratiques et transparentes - par exemple, l'annonce des résultats des élections séparément par circonscription électorale (une mesure qui rend la manipulation des élections considérablement plus difficile). Selon différents sondages, une majorité de la population souhaite que Fauré Gnassingbé soit évincé de la présidence. Leurs principales revendications sont donc les suivantes : la libération de tous les prisonniers politiques, la fin de toute répression, la poursuite de tous ceux qui ont commis des violences contre des manifestants pacifiques et une organisation transparente, équitable et non violente des élections présidentielles.

Afrique-Europe-Interact soutient ces demandes et demande à l'opinion publique (internationale) d'accompagner les élections au Togo de manière critique et vigilante. Cette demande est adressée notamment aux Nations Unies, à la CEDEAO, à l'Union Africaine et à l'UE. En outre, nous voudrions demander au gouvernement fédéral allemand de faire des démarches auprès du gouvernement togolais pour la tenue d'élections transparentes, équitables et non violentes. Nous appelons les médias à examiner avec attention et un esprit critique les rapports en provenance du Togo. Le pays n'est pas une démocratie au vrai sens du terme ; l'actuel président est entré en fonction en 2005 par un simple recours massif à la force. À cet égard, les voix des organisations des droits de l'homme, des observateurs électoraux indépendants et des représentants de l'opposition devraient être prises en compte - surtout après les élections.

Pour toute question complémentaire : Lukas Meyer, 01521 750 055 0

Si vous êtes intéressé, nous pouvons également organiser des contacts avec des membres de la diaspora togolaise en Allemagne.

+++++

Sur le site Afrique-Europe-Interact, sous la rubrique "Campagnes" de la section "Togo/Solidarité avec l'ATE", vous trouverez de nombreuses informations de fond sur la situation au Togo (mais seulement dans la version allemande).